

Canada : quand « le fils ou la fille djihadiste » revient au bercail, Trudeau se pâme de bonheur

écrit par Luc Pharand | 28 novembre 2018



Le même panneau dans son contexte le lendemain de la précédente.

La boucle de publicité gouvernementale a changé mais pas la philosophie partisane de contenu!

23 novembre 2018

Corridor conduisant au métro Atwater, Montréal.

La publicité post-nationale de la fédération canadienne : «Quand le fils ou la fille djihadiste revient au bercail»

S'agit il d'une publicité traditionnelle? Non.

S'agit il d'un événement précis d'actualité? Annonce-t-on une émission télé? Non et non.

Un mot en haut: **ACTUALITÉ**. Au singulier, pas d'autre information.

Ensuite le blanc pur, purificateur.

C'est une affirmation : le djihadiste, la djihadiste est de retour. Il n'y en a qu'un, il n'y en a qu'une.

Erreur : ils seraient plus de cent soixante mais on a arrêté de les compter.

L'affirmation n'est pas neutre et factuelle. Son sens est aussi positif. Le bercaïl **accueille** le djihadiste au retour de sa boucherie. On éprouve de la tendresse en lisant le mot bercaïl. On pense à des enfants prodiges perdus puis retrouvés avec soulagement. La photo de l'affiche, conçue pour ne rien montrer, masque l'horreur afin ne pas stigmatiser ceux qui la commettent.

On s'arrête et on relit «**Quand le fils ou la fille djihadiste revient au bercaïl**».

À ce moment l'association des mots «djihadiste» et «bercaïl» donne envie de vomir par le front. On comprend le double but de l'exercice : déculpabiliser le djihadiste et culpabiliser le quidam infidèle. **Le Canada est donc un bercaïl de djihadistes**. L'aveu du pouvoir fédéral éprouve le moral du citoyen de souche qui croyait que ce sinistre «bercaïl» se trouvait loin de chez lui.

Cette affiche affirme que les djihadistes sont une minorité comme les autres dans la fédération post-nationale. On est

djihadiste du Canada comme on est Chinois du Canada, une identité culturelle parmi d'autres. Le fédéralisme post-national reconnaît aux djihadistes le droit à «leur djihadisme» contrit et sans peine judiciaire.

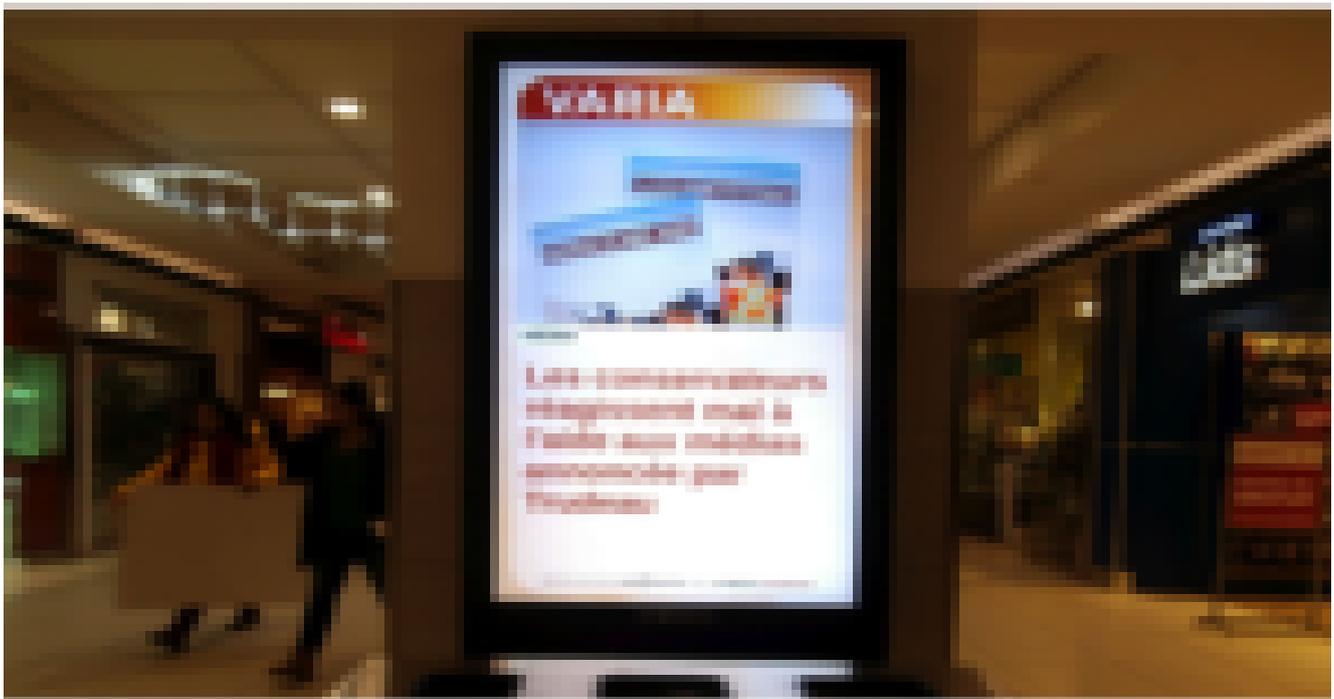
La fédération canadienne fait officiellement sa fierté nationale (sic) de son caractère post-national. Le monde entier sur son territoire revendique l'existence de «son pays», de «sa race», de «sa religion», de «son genre». Les frontières du pays post-national n'en sont plus. Le djihadiste est ici chez lui.

Le multiculturalisme est meurtrier mais pas criminel: un djihadiste d'origine canadienne n'est pas **vraiment** justiciable de ses actes meurtriers outre-frontières. Les djihadistes ne sont donc pas des criminels, conviction électorale oblige. Leur impunité reste à harmoniser avec la culture populaire réelle. Leur impunité dépend de l'influence des lobbys ethno-religieux. Tout dépend des ordres.

Cette semaine la minorité historique canadienne-française catholique de la province de l'Ontario s'est vue dépossédée de son projet d'université française, un rêve centenaire. Simultanément apparaît cette publicité post-nationale. Quand le fils ou la fille djihadiste revient au bercail **il ne se passe rien**. Par contre quatre siècles de participation fondamentale à la Nouvelle-France et au Canada sont supprimés au nom du post-nationalisme.

Comme le disait ma mère franco-ontarienne : «*Nous autres on passe en dernier.*»

Certains jeunes peuvent donc devenir djihadistes et redevenir ensuite des enfants de la Patrie qui n'existe pas. La souveraineté mérite notre attention pour retrouver son identité.



même panneau dans son contexte le lendemain de la cédente.

boucle de publicité gouvernementale a changé mais pas philosophie partisane de contenu!

novembre 2018

tridor conduisant au métro Atwater, Montréal.